



HAL
open science

Introduction

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Introduction : la mondialisation et la paix. Jacques Fontanel. Globalisation économique et sécurité internationale : introduction à la géoéconomie, Université Pierre Mendès France, pp.9-15, 2004, Côté cours, 2-86561-282-1. hal-02989893

HAL Id: hal-02989893

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02989893>

Submitted on 5 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La mondialisation et la paix

Jacques Fontanel

In

Globalisation économique et sécurité internationale
Université Pierre Mendès France
Côté Cours,
Grenoble, 2005

Résumé : La guerre n'a pas toujours été analysée comme un phénomène économique et elle a souvent été délaissée par les économistes. Aujourd'hui, après l'effondrement de l'Union soviétique, de nombreux économistes, notamment Prix Nobel de la discipline, se sont engagés dans de nouvelles réflexions sur les conflits, en introduisant, à côté des variables économiques, des variables politiques, sociales, ou militaires. La notion de « guerre économique » est aussi abordée, en tenant compte des effets de domination des Etats, des inégalités sociales, de la lutte des classes ou de l'importance de la ploutocratie. La globalisation ne suffit pas à assurer la sécurité internationale. De même, les recherches dans le secteur de l'armement sont puissantes et influencent excessivement les nouvelles technologies conduisant à des effets de domination militaire et économique. Enfin, un désarmement conduit d'abord à des formes de récession économique sectorielle et régionale avant l'apparition éventuelle des fameux dividendes économiques de la paix.

War has not always been analysed as an economic phenomenon and has often been neglected by economists. Today, after the collapse of the Soviet Union, many economists, notably Nobel Prize winners, have engaged in new reflections on conflicts, introducing political, social or military variables alongside economic ones. The notion of "economic war" is also addressed, taking into account the effects of state domination, social inequalities, class struggle or the importance of plutocracy. Globalisation is not enough to ensure international security. In the same way, research in the armaments sector is powerful and excessively influences new technologies leading to effects of military and economic domination. Finally, disarmament first leads to forms of sectoral and regional economic recession before the possible appearance of the famous economic dividends of peace.

Désarmement, paix, globalisation, guerre économique.
Disarmament, Peace, globalization, economic war

Depuis une quinzaine d'années, les économistes recommencent à se préoccuper des relations étroites entre leurs connaissances scientifiques et les considérations politico-stratégiques de court ou moyen terme qui transforment les conditions économiques du processus de la globalisation. Ainsi, l'association ECAAR (Economists Allied for Arms Reduction) se propose de promouvoir d'abord la paix et la lutte contre la pauvreté. Elle comprend plusieurs prix Nobel d'économie, comme Kenneth Arrow, Douglas North, Lawrence Klein ou Franco Modigliani, et des économistes aussi connus que J.K Galbraith (dont le fils James est le Président de ECAAR), Michael Intriligator ou Jeffrey Sachs. Ce mouvement cherche à regrouper les forces de l'ensemble des tendances politiques non xénophobes ou racistes pour soutenir toutes les forces de paix, notamment dans l'ordre économique. Il est donc intéressant d'étudier dans un premier temps les principales analyses issues de ce mouvement très important aux États-Unis.

Si l'étude de ce courant de pensée plus philosophique que scientifique est intéressante, elle ne suffit évidemment pas à épuiser les questions géoéconomiques de la mondialisation, du couple guerre-paix et de la sécurité internationale.

I. Les économistes contre la course aux armements

Les clivages politiques ont peu d'effets sur les études économiques entreprises, au regard de l'importance des conceptions théoriques divergentes qui caractérisent la discipline économique. Il existe au moins cinq courants de pensée, qui cohabitent dans le souci d'éviter qu'une course aux armements auto-entretenu ne conduise à une guerre cataclysmique.

La globalisation

D'abord, pour les tenants de la théorie de la globalisation (comme Jeffrey Sachs ou Robert Solow), les interdépendances économiques croissantes tendent à réduire l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie. La généralisation des règles du marché constitue un facteur de solidarité et de paix. L'idée de la pacification inéluctable des relations internationales par l'essor du commerce international remonte aux origines de la théorie classique, pour laquelle la multiplication des interdépendances économiques, fondées sur les principes du marché, accroît la prospérité économique de chaque nation participant aux échanges, tout en conduisant à la diminution du rôle économique de l'État. Dans cette logique, le politique doit s'effacer progressivement devant les impératifs économiques, ce qui répond à la volonté d'affirmation d'une science économique comme discipline propre, non polluée par les préoccupations politiques de court terme.

Trois postulats de base ont dès lors accompagné les développements ultérieurs de la théorie dominante. D'abord, le développement du commerce international, dans le respect des valeurs libérales, est un facteur de paix, laquelle est la situation normale de l'économie de marché. Ensuite, l'amélioration de la connaissance de la science économique favorise à la fois le développement économique et le désarmement. Enfin, l'économie internationale a subi des transformations structurelles irréversibles, qui remettent en cause le rôle économique de l'État, et donc toute manifestation de « guerre économique » (Paul Krugman) et même de guerre tout court. La fin du rôle économique des États est inscrite dans la logique pacifique et plutôt bienveillante du capitalisme. Dans ces conditions, la lutte contre la course aux armements constitue d'abord un refus des idées nationalistes, mercantilistes ou communistes. Il s'agit d'empêcher que ces idées non libérales ou militaristes conduisent à court terme à une guerre, qui ferait régresser les perspectives de paix contenues dans l'économie de marché.

La lutte des classes

Le courant marxiste transpose l'analyse de la lutte des classes au niveau international. Il fait de ce principe fondateur l'explication des conflits internationaux, quelle que soit leur nature. Toute tension internationale trouve son origine dans les contradictions fondamentales du système capitaliste, qui conduit inéluctablement à la crise, à l'exploitation des travailleurs et, par extension, à celle des nations les moins industrialisées. Autrement dit, les conflits et la guerre des classes et des nations sont inscrits dans les fibres même du capitalisme. La revendication de la paix internationale passe par

le respect des valeurs collectives et le refus de tous les asservissements, de toutes les dominations. Si cette pensée n'est pas vraiment développée en Amérique du Nord, elle n'en est pas moins encore largement véhiculée par l'idéologie marxiste, présente surtout dans la version française de ECCAR (les militants du Parti communiste, notamment) et celle de Grande-Bretagne (Paul Dunne ou Ron Smith). La course aux armements est un facteur important de l'hégémonie des pays les plus développés, et notamment des États-Unis (Claude Serfati).

Enfin, dans un essai provocateur, l'Américain John Kenneth Galbraith a mis en évidence l'intérêt indéniable pour l'économie américaine de la menace de guerre, comme si le développement de cette dernière dépendait, au moins en partie, de la peur des conflits armés et de la recherche excessive de sécurité. La course aux armements est un facteur de cohésion sociale dans des sociétés marchandes profondément inégalitaires. Les événements récents semblent confirmer cette thèse.

La présence des États

Pour Reich, conformément à la politique de Bill Clinton (dont il était l'un des conseillers les plus écoutés), un pays doit être conduit comme une entreprise, dans ses relations de concurrence et de compétition. La désintégration inéluctable des économies nationales risque d'accroître l'insécurité et la paupérisation. Par une politique industrielle adaptée, les États-Unis sont destinés à être le seul arbitre d'une économie désormais globalisée, dans le cadre d'une paix internationale « contrôlée ». Dans cette perspective, les États cherchent à promouvoir leurs intérêts propres sur la scène mondiale, mais l'exemple de la société américaine, fondée sur la démocratie et la liberté, constitue un facteur de paix internationale. Cette conception, qui fait l'hypothèse du caractère progressiste de la société américaine, est souvent partagée par les économistes d'outre-Atlantique, quelles que soient par ailleurs leurs analyses théoriques.

L'État intervient pour assurer la sécurité nationale. De la même manière, il doit prendre en charge le processus de la conversion en période de désarmement, en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens (Roland de Penanros, Jean-Paul Hébert).

La domination des riches

De nombreux économistes, notamment ceux des pays en développement (comme Amartya Sen) ou des économies en transition (comme Stanislav Menschikov), contestent une mondialisation non contrôlée, faite d'effets

de domination et de violence économique. Pour eux, la mondialisation, facteur de conflit, n'est trop souvent (mais pas seulement) que l'expression économique de la domination des pays riches, au détriment des peuples pauvres et des exclus. Le conflit militaire est remplacé par la guerre économique, qui est d'abord et avant tout un problème de puissance s'exprimant dans toutes les dimensions de la vie sociale et culturelle. La volonté de développement économique au détriment des autres nations peut se traduire par des stratégies d'exportations « paupérisantes », ou de type « beggar-thy-neighbour » (dépouilles ton voisin), ou encore de sous-développement comme facteur du développement. Par ailleurs, les sanctions en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique (apartheid, violation des droits des minorités, tyrannies etc.) constituent un instrument de puissance incontestable. L'idéologie de la mondialisation par le marché n'est en réalité que la mise en évidence de la pensée dominante, dont l'objectif est le maintien, sans coercition, de l'hégémonie américaine.

Dans ces conditions, la conquête des marchés se substitue, au moins partiellement, à l'invasion territoriale. Il s'agit d'une guerre permanente, engagée par les nations et leurs entreprises, en vue d'un partage plus favorable de la production mondiale en faveur des intérêts nationaux. Les restrictions et les obstacles douaniers, les contingentements, les normalisations industrielles, l'espionnage et l'intelligence économiques, le contrôle direct ou indirect des marchés financiers, la recherche constante de « monopoles » sont autant d'armes aussi destructrices qu'efficaces pour recomposer la hiérarchie internationale des puissances au profit des États qui les utilisent. La résurgence du protectionnisme et des guerres commerciales entre grands blocs régionaux est à craindre. Les firmes multinationales, qui appartiennent le plus souvent aux États membres de la Triade, participent au processus de régionalisation économique, car elles restent attachées à leur pays d'origine. Dans ce système de blocs pratiquant entre eux un commerce « administré », la compétition n'est plus militaire mais économique (Jacques Fontanel). L'État est alors sollicité pour pallier la faible compétitivité de l'économie nationale, en assurant notamment la diffusion des technologies militaires vers le secteur civil. Il est alors impossible de dissocier les objectifs de sécurité économique et militaire.

La guerre est aussi économique

Le renouveau de l'analyse institutionnaliste et historique met en évidence le fait qu'il n'existe pas un mais plusieurs types de capitalismes, plus ou moins bien adaptés à la guerre économique. Ces analyses ont, en leur temps, défendu la thèse du déclin du modèle anglo-saxon de capitalisme, et donc

de l'économie américaine, sauf en cas de renouvellement de ses valeurs (Kenneth Galbraith, Paul Kennedy ou Lester Thurow). Le lien entre les secteurs économiques et militaire joue un rôle essentiel pour la puissance économique nationale, mais ce sont les pays qui perçoivent les enjeux de la « guerre économique » qui sont aujourd'hui les mieux placés dans la concurrence économique internationale (Jean-Paul Hébert). La réflexion sur les formes possibles de capitalisme reste fructueuse pour expliquer l'évolution de la concurrence internationale et la recomposition des relations économiques internationales, selon des modes plus ou moins conflictuels (Douglas North). La question qui se pose est de savoir s'il faut développer des biens publics internationaux (Jurgen Brauer), notamment celui de la sécurité mondiale, par la réduction progressive des dépenses militaires (Lloyd Dumas). La fin du XX^e siècle est ainsi marquée par la résurgence des débats sur la relation entre la puissance économique et la puissance militaire nationales. Le rôle que doit jouer l'État à ce niveau est discuté, renouvelant ainsi l'opposition existant au XVIII^e siècle entre les mercantilistes et les partisans du laisser-faire.

Compte tenu de l'importance des divergences entre les membres de l'Association, on peut bien se demander ce qui réunit encore ses membres sur la question cruciale de la mondialisation, si ce n'est le refus de la guerre et des conflits. La réponse est simple.

– Premièrement, une guerre mondiale aurait des conséquences épouvantables pour l'humanité ; dans ces conditions, il faut certes rechercher les causes théoriques des conflits, mais aussi empêcher, autant que faire se peut, la réalisation guerrière de ces derniers.

– Ensuite, la course aux armements constitue un acte contre-économique, en ce sens qu'elle accroît les coûts et réduit le bien-être, tout en ne fournissant pas une amélioration du besoin de sécurité ; dans ces conditions, il est nécessaire d'inciter les États en situation de belligérance à négocier une réduction de la charge du fardeau.

– Enfin, la recherche de la paix passe aussi par le refus des dominations, des inégalités excessives et de la pauvreté mondiale.

II. Quelques questions importantes relatives à la mondialisation, à la géoéconomie et à la paix

Plusieurs questions concernant les rapports entre la mondialisation, les États, la paix et la sécurité internationale méritent des réponses. Trois grands types de problématiques font alors appel à des études économiques spécifiques. Ils concernent la globalisation et la sécurité internationale, l'analyse

économique des dépenses militaires et des industries d'armement et celle du désarmement ou de la relance de la course aux armements. Pour répondre à ces questions, nous avons souvent utilisé des articles déjà publiés par ailleurs, mais auquel un recueil dans un seul et même ouvrage donne plus de cohérence.

Globalisation et sécurité internationale

La question de la puissance des États dans le processus de globalisation revêt une grande importance. L'économie est devenue une arme au service de la puissance étatique. La concurrence internationale, avec les morts de la misère dans un monde de richesses, s'apparente parfois à une guerre. Autrement dit, les conflits prennent des formes multiples qui rendent très opaques l'analyse de la distribution des pouvoirs réels et des richesses.

Les stratégies de la guerre économique sont nombreuses. Elles ne sont pas toujours bien perçues par les économistes eux-mêmes, qui trop souvent se laissent abuser par le caractère scientifique de leur discipline.

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, on peut s'interroger à la fois sur la nature nouvelle de la sécurité internationale et sur le coût extraordinaire à court et à long terme de cette opération.

Enfin, la politique internationale de l'humanitaire et du maintien de la paix (peacekeeping) constitue une forme nouvelle d'action politico-économique sur laquelle les économistes doivent s'interroger.

L'analyse économique de l'armement

Les technologies militaires ont eu des effets considérables sur le développement économique d'aujourd'hui. La plupart des grandes découvertes ont été utilisées d'abord par le secteur militaire, notamment lorsqu'elles avaient des potentiels importants en matière d'attaque ou de défense. On peut dire que les choix des recherches ont été souvent commandités par les considérations de défense nationale et celle-ci a souvent imposé le secret, refusant la divulgation d'informations scientifiques et techniques d'une grande importance potentielle pour le secteur civil.

L'industrie d'armement a été longtemps contrôlée par les États, aussi bien pour les relations commerciales nationales qu'internationales. Avec le processus de mondialisation, et malgré les exemptions accordées par les grandes organisations économiques internationales comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale ou l'Organisation Mondiale du Commerce, les industries d'armement s'engagent dans le commerce international. Il est vrai que les définitions entre le secteur militaire et le secteur

civil perdent de leur clarté. Ainsi, toute l'économie de l'information est concernée par ces deux dimensions. Il n'empêche que les industries d'armement sont en pleines conversions et restructurations industrielles. Le commerce international des armes repart, après une décennie de crise. Il existe une grande diversité de ventes d'armes. Le registre du commerce international des armes de l'Organisation des Nations Unies est capable de relever les opérations d'armes majeures, mais il ne maîtrise pas du tout les armes de petits calibres qui sont pourtant responsables de la majorité des victimes des guerres dans le monde.

Enfin, la défense de l'Europe n'est pas encore réalisée, malgré des propositions de plus en plus fréquentes faites en faveur de sa mise en place. Quels sont les obstacles qui empêchent cette mise en place ? C'est à cette question importante pour l'avenir du monde qu'il faut essayer de répondre.

Les considérations économiques afférentes au processus de désarmement

L'analyse économique du désarmement est relativement récente. Elle a été surtout soutenue et financée par l'Organisation des Nations Unies. Elle se confond, en négatif, avec les théories économiques de la guerre ou de la course aux armements.

Pendant longtemps, les économistes ont parlé des « dividendes de la paix ». Cependant, toute procédure de réduction des dépenses militaires implique d'abord des coûts. Ce qui revient à dire que les retombées d'un effort de désarmement ne conduisent pas à une croissance économique immédiate. Les coûts engagés s'apparentent à un investissement de la paix.

La démilitarisation pose le double problème de la démocratisation (facteur de paix) et de développement économique. Le processus de désarmement doit être bien maîtrisé, car il est facteur de crises économiques, lesquelles sont dangereuses pour la paix.

Les organisations non gouvernementales ont beaucoup agi ces dernières années pour soutenir à la fois l'idée d'un développement durable et d'un désarmement progressif. Elles se sont fermement engagées dans la résolution des problèmes économiques afférents à la gestion de l'après-guerre. Aujourd'hui le désarmement est en péril. Les États-Unis sont engagés dans une nouvelle course aux armements destinée à améliorer leur sécurité. Compte tenu de l'avance militaire dont ce pays dispose, le reste du monde commence à s'inquiéter de l'hégémonie militaire américaine.

Le déclin des grandes puissances est inéluctable. Paul Kennedy affirme que les obligations militaires des pays dominants sont telles qu'elles les affaiblissent, jusqu'au moment où ils perdent leur suprématie économique.

Bibliographie

Arrow, K. (2003) La globalisation et ses implications pour la sécurité, in *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble

Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG.

Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military Expenditures, armament and disarmament, *Defence Economics* 4(1).

Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.

Fontanel, J. (1994), The Economics of Disarmament. A Survey. *Defence and Peace Economics*, Vol. 5, n° 2,

Fontanel, J. (1995), *Les dépenses militaires et le désarmement*, PubliSud, Paris.

Fontanel, J. (1995), Economics of Disarmament, *Handbook of Defence Economics*, (Hartley, Sanders, Eds.), North Holland, Elsevier, Amsterdam.

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M., (1995). The principles of arms conversion in the case of Russia. *Defence and peace economics*, 6(3)

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L., & Sen, A. (2003). *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble

Galbraith, J.K. (1993) Le pouvoir économique autonome : une vue économique, in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.

Hartley, K. (1993), Aspects économiques du désarmement, in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.

Isard, W. (1993), Développements futurs et contributions potentielles à la sécurité internationale, in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.

Klein, L.R. (1993), Développement et désarmement. La signification. in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.

Klein, L.R. (2003), Guerre et réponse macroéconomique, in *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble

Markusen, A. (1997) How we lost the peace dividend ?, *The American Prospect*, 33.

Menshikov, S. (1993), Economie de la paix en Russie, in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.

Schwartz, R. (1993), Des épées aux charrues, in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.

Sen, A. (2003), Identité et conflit Existe-t-il un choc des civilisations ? in *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble

Shkaratan, O. and Fontanel, J., 1998. Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4),

Tinbergen, J. (1993), Paix et économie, in *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG